



Ivan Krastev

l'heure du populisme

Contrairement aux partis extrémistes des années 1930, les nouveaux mouvements populistes ne se proposent pas d'abolir la démocratie, bien au contraire — celle-ci leur donne les moyens de prospérer. D'après Ivan Krastev, nous assistons aujourd'hui à un conflit opposant d'un côté des élites qui se méfient de plus en plus de la démocratie, et de l'autre des populations en colère qui deviennent de moins en moins tolérantes.

" Aujourd'hui, le monde est hanté par le spectre du populisme. Il y a dix ans, lorsque de nouvelles nations ont accédé à l'indépendance, la question était de savoir combien d'entre elles deviendraient communistes. Aujourd'hui, ce qui paraissait alors tout à fait plausible n'est plus vraiment à l'ordre du jour. Lorsque les dirigeants des nouveaux états adoptent une idéologie, il y a de fortes chances pour que celle-ci ait un caractère populiste.¹ " Voilà ce qu'écrivaient Ghita Ionescu et Ernest Gellner il y a quarante ans. Depuis, le " populisme " a eu le temps de disparaître, puis d'émerger à nouveau et de devenir le phénomène mondial que nous observons actuellement. Comme par le passé, son importance ne fait pas de doute. Par contre, sa nature même n'est pas très claire.

Le concept de " populisme " trouve son origine d'une part dans les mouvements de protestation des fermiers américains de la fin du 19^{ème} siècle, et d'autre part chez les *narodniki* russes de la même période. Plus tard, le concept servit à décrire la nature floue des régimes politiques de certains pays du Tiers monde gouvernés par des chefs charismatiques, surtout en Amérique latine dans les années 1960 et 1970. Ce glissement dans l'utilisation du terme confirme à lui seul ce que disait Isaiah Berlin sur le sujet, à savoir que le populisme souffre du syndrome de Cendrillon : il existe une chaussure à son pied, mais pas de pied qui lui corresponde.

Ce qui est frappant dans l'utilisation que l'on fait du terme aujourd'hui, c'est le nombre pratiquement incalculable de politiques et d'acteurs qu'on voudrait lui faire recouvrir. Est-il bien raisonnable de mettre dans le même panier la révolution gauchiste d'Hugo Chavez en Bolivie et l'idéologie et les politiques du gouvernement anti-communiste actuellement au pouvoir en Pologne ? Qualifier les politiques de Silvio Berlusconi et de Mahmoud Ahmedinejad de populistes, voilà qui a de quoi troubler, non ? Pourtant, les journalistes et les spécialistes qui utilisent le mot " populisme " pour désigner d'une manière générique des acteurs aussi divers de la scène politique ont sur ce point raison. Seul un concept vague et indéfini permet de saisir les transformations politiques radicales en cours dans de nombreux pays. Il rend compte, et ceci bien mieux que n'importe quel autre concept utilisé aujourd'hui, de la nature des défis auxquels la démocratie doit faire face. Ces défis trouvent leur origine

non pas dans la montée de mouvements anti-démocratiques et autoritaires, mais dans les mutations dangereuses qui sont à l'œuvre au sein même des démocraties libérales.

Le populisme n'a de toute évidence plus le sens idéologique de radicalisme agraire qu'il avait à l'origine. Sa nature est trop éclectique pour qu'il soit considéré comme une idéologie au même titre que le libéralisme, le socialisme ou le conservatisme. Mais à travers l'intérêt grandissant qu'il suscite, c'est la tendance la plus importante dans le monde politique moderne — la montée de l'intolérance² démocratique — qui est mise en évidence.

Nous avons assisté ces derniers temps, avec la multiplication des révolutions populistes en Amérique latine, les bouleversements politiques en Europe centrale et la logique derrière le " non " au référendum sur la constitution européenne en France et aux Pays-Bas, à une montée de l'intolérance démocratique, et c'est cela qui est inquiétant. Le nouveau populisme ne présente pas de menace pour la démocratie, si l'on entend par là des élections libres ou le gouvernement de la majorité. Contrairement aux partis extrémistes des années 30, les nouveaux populistes n'ont pas l'intention d'interdire les élections et d'instaurer des dictatures. En fait, ils adorent les élections et, hélas, ils les gagnent souvent. Ce à quoi ils s'opposent, c'est la nature représentative des démocraties modernes, la protection des droits des minorités, et les entraves à la souveraineté du peuple, qui caractérisent la mondialisation .

Nous tentons d'expliquer la montée du populisme aujourd'hui, d'une part par l'érosion du consensus libéral depuis la fin de la Guerre froide, et d'autre part, par les tensions croissantes entre principe majoritaire démocratique et constitutionnalisme libéral — deux éléments fondamentaux des régimes démocratiques libéraux. La montée du populisme signale une baisse d'attractivité des propositions libérales dans les domaines politique, économique et culturel, ainsi que la popularité croissante des politiques d'exclusion.

Qu'est-ce que le populisme ?

Il ne faudrait surtout pas voir dans la montée des partis populistes la victoire des adversaires de la démocratie. En fait, cette montée est un effet secondaire de la vague de démocratisation qui a eu lieu pendant les " longues " années 90. " Voix du peuple 2006 ", une enquête d'opinion menée à l'échelle mondiale par Gallup International, montre que 79 pour cent de la population mondiale considère la démocratie comme la meilleure forme de gouvernement, mais que pour un tiers seulement le gouvernement de leur pays tient compte de la voix populaire. C'est justement l'impossibilité de qualifier les populistes d'aujourd'hui d'anti-démocrates qui sème le trouble chez les libéraux, qui du coup paraissent démunis face au défi populiste.

Dans les débats actuels, le " populisme " est en général associé soit à un discours émotionnel, simpliste et manipulateur, jouant sur les " instincts primaires " du peuple, soit à une démarche opportuniste visant à " acheter " des voix. Mais est-il interdit en politique de flatter les passions populaires ? Et qui va décider que telle politique est " populiste " et que telle autre est " raisonnable " ? Comme le fait remarquer Ralf Dahrendorf, " le populisme des uns est la démocratie des autres, et vice-versa³. " À moins de suivre le conseil de Brecht, c'est-à-dire de procéder à la dissolution du peuple et d'en élire un nouveau, le populisme fait et fera toujours partie du paysage politique.

La révolte de partis et mouvements qui plaisent au peuple contre ceux qui sont censés le représenter, et par conséquent contre les partis, les intérêts et les idéaux politiques établis, n'est pas ce qui constitue le cœur du défi populiste. De même, invoquer le populisme pour rendre compte de la transformation du système politique démocratique en Europe et du remplacement de la démocratie des partis par la démocratie des médias ne suffit pas. Qualifier le populisme de phénomène politique post-moderne, en ce qu'il signifierait un glissement d'une politique de classe et d'intérêts vers un nouveau centre, serait également un peu facile.

Sur le fond, ce qui fait la spécificité du populisme, c'est l'idée selon laquelle la société est divisée en deux groupes homogènes et antagonistes : " le peuple en tant que tel " et " l'élite corrompue ". Il en résulte que la politique doit être l'expression de la volonté générale du peuple, et que le changement social n'est possible qu'à travers un changement radical de l'élite.

Ceci se traduit par deux tendances : la mise en place d'une majorité populiste et une élite encore plus manipulatrice. Le régime révolutionnaire mis en place au Venezuela — illustration parfaite de la notion toquevillienne de tyrannie de la majorité — et celui de Moscou, qui se nourrit de manipulation, sont les deux faces de la même médaille populiste. Le but de la révolution populiste en Amérique latine est d'empêcher tout retour au pouvoir de la minorité corrompue ; la " démocratie souveraine " de Poutine rend impossible la représentation politique d'une majorité dangereuse.

Le Dilemme en Europe centrale

Les dilemmes politiques auxquels l'Europe centrale est confrontée aujourd'hui sont une bonne illustration des dangers de l'intolérance démocratique. La formation de la coalition populiste en Pologne, à la suite des élections de septembre-octobre 2005, annonçait déjà que quelque chose d'étrange et d'inattendu était en train de se produire sur le plan politique en Europe centrale. C'est devenu plus clair encore avec le remplacement de Kazimierz Marcinkiewicz par Jaroslaw Kaczynski — frère jumeau du président Lech Kaczynski — au poste de Premier ministre, et l'arrivée dans le même temps d'autres populistes au cabinet, tel Roman Giertych [démis de ses fonctions en août 2007].

L'élection slovaque du 17 juin 2006 et la formation d'un nouveau gouvernement à Bratislava ont montré que ce qui s'était passé en Pologne n'était pas un cas isolé, mais révélait une réelle tendance politique en Europe centrale. Le cabinet formé par Robert Fico rassemblait les populistes de sa formation de gauche, les nationalistes radicaux de Jan Slota et le parti de l'ancien Premier ministre Vladimir Meciar, le tout formant une coalition où cohabitent promesses économiques anti-libérales et gauchistes, pour la plupart jamais mises en application, et un programme de société conservateur qui est l'expression d'un sentiment croissant d'insécurité et d'un climat xénophobe.

Les raisons pour lesquelles les réformistes libéraux pro-européens ont perdu l'élection sont simples : un taux de chômage élevé et l'augmentation des inégalités sociales. Il est par contre moins facile d'expliquer ce qui a fait des populistes et des mouvements fascisants la seule alternative proposée. Y a-t-il un problème en Europe centrale — ou se pourrait-il que le problème, ce soit la démocratie ?

Le jour même où Fico formait son gouvernement, la cour constitutionnelle slovaque annonçait le dépôt d'une requête par un citoyen slovaque demandant l'annulation des résultats des élections. D'après le plaignant, la république slovaque s'était montrée incapable de mettre en place un système électoral " normal " et avait par conséquent violé le droit constitutionnel de tout citoyen à être gouverné avec sagesse. Le plaignant ajoutait qu'un système électoral qui permettait l'arrivée au pouvoir d'un équipage aussi hétéroclite que le nouveau gouvernement slovaque ne pouvait pas être qualifié de " normal ".

Le petit plaignant slovaque avait raison sur un point. Il arrive que le droit d'être gouverné avec sagesse entre en conflit avec le droit de vote. C'est la raison pour laquelle, depuis toujours, les libéraux ont peur de la démocratie. On pourrait aller jusqu'à dire que notre brave citoyen slovaque était une réincarnation de François Guizot (1787–1874), un libéral qui exerça une grande influence.

Avec ses compagnons, les " doctrinaires ", Guizot déploya tous ses talents d'orateur pour expliquer que démocratie et bonne gouvernance ne pouvaient coexister que dans un régime de suffrage limité. La vraie souveraineté était celle non pas du peuple, mais de la raison. Ainsi, le fait de voter n'était pas une question de droit, mais de capacités. Au 19^{ème} siècle, par capacités on entendait propriété ou éducation. Seuls ceux qui avaient l'éducation ou les titres de propriété adéquats étaient jugés dignes de voter. Aujourd'hui, personne n'oserait suggérer de limiter le droit de vote. Il n'en demeure pas moins que récemment, en Pologne, un professeur libéral respecté a suggéré l'introduction d'un test de maturité politique. La démocratie souveraine de Poutine propose autre chose. Son projet est non seulement de limiter le nombre de personnes jouissant du droit de vote, mais aussi de réduire l'éventail des candidats pour qui voter. Les technocrates du Kremlin parviennent ainsi à créer un système politique qui exclut *de facto* le risque que le parti ou le candidat indésirable puisse gagner les élections.

Les Élités contre le peuple

" Comment faire pour que des élites soient légitimées aussi bien au plan local qu'au niveau mondial ? " Voilà la meilleure façon de résumer le paradoxe de la vie politique européenne actuelle. Or, ce qui se passe en Europe n'offre guère de réponse. Après les récents événements en Pologne, en Slovaquie et dans d'autres pays d'Europe centrale et de l'Est, il faut vraiment être très confiant et imaginatif pour demeurer un euro-optimiste. La vérité, aussi perverse soit-elle, c'est que les élites européennes entretiennent le rêve secret d'un système qui priverait les électeurs irresponsables du pouvoir de saper les politiques rationnelles, et qu'elles n'hésiteront pas le moins du monde à utiliser l'Union Européenne pour réaliser ce rêve. En même temps, la plupart des citoyens sont convaincus que s'ils jouissent du droit de vote, ils ne peuvent toutefois pas influencer les décisions prises ; c'est la raison pour laquelle ils sont contre toute nouvelle admission dans l'Europe.

À cet égard, l'Europe centrale peut être comparée à la France de 1847, avant la grande vague de la révolution nationale-populaire de 1848. En 2007, les acteurs les plus importants de la scène politique européenne sont des élites qui rêvent d'un système de suffrage restreint tout en étant politiquement correct. Et le peuple est convaincu qu'il vit déjà sous un régime de suffrage limité.

Pour les nouvelles majorités populistes, une élection n'est pas l'occasion de choisir entre différentes options politiques. C'est une révolte contre des

minorités privilégiées — c'est-à-dire, dans le cas de l'Europe centrale, les élites et un " autre " collectif, le Rom. La rhétorique des partis populistes fait des élites et des Roms des jumeaux, qui ne sont ni l'un ni l'autre comme " nous ", qui tous les deux volent la majorité honnête, ne payent pas leurs impôts et sont soutenus par des étrangers — Bruxelles en particulier. La haine des élites a largement motivé le positionnement des habitants d'Europe centrale en faveur de l'entrée dans l'UE. Mais à présent, ces mêmes habitants se retournent contre l'Union. Les sondages d'opinion montrent que pendant le processus d'admission, la majorité tend à voir en Bruxelles un allié qui l'aidera à contrôler les élites corrompues. Une fois le pays devenu membre, l'UE est perçue comme un allié des élites qui leur donne les moyens de ne pas avoir de comptes à rendre devant le peuple.

Le résultat, c'est que les populistes deviennent de plus en plus intolérants, tandis que les élites entretiennent des sentiments anti-démocratiques cachés. C'est là que réside le vrai danger de cette vague populiste. La ligne de front ne passe plus par le clivage droite/gauche, ou réformateurs/conservateurs. Au lieu de cela, nous sommes en train d'assister à un conflit structurel opposant des élites qui se méfient de plus en plus de la démocratie, et des populations en colère qui deviennent de plus en plus intolérantes. La lutte contre la corruption, la " guerre contre le terrorisme " et l'anti-américanisme ne sont que trois manifestations de la nouvelle politique populiste.

Les démocraties libérales occidentales encouragent la lutte contre la corruption dans l'espoir de transformer les sentiments anti-élite en soutien pour la démocratie et le libéralisme économique, l'idée étant que le problème, ce n'est pas le système, mais les gouvernements corrompus. En échange d'une aide dans le cadre de la guerre mondiale contre le terrorisme, Washington permet à des gouvernements discrédités, mais politiquement bien utiles, de qualifier leurs propres opposants de " terroristes " et de restreindre les droits civiques. Pour ce qui est de l'anti-américanisme, des gouvernements corrompus et intolérants tentent d'acquiescer une légitimité en convainquant des populations frustrées que les États-Unis sont la cause profonde de tout ce qui va mal chez eux et dans le monde.

La démocratie libérale est en danger lorsque le conflit structurel entre " les élites " et " le peuple " n'est plus considéré comme un frein, mais comme un moteur. La nouvelle génération d'Européens libéraux a été éduquée dans une tradition politique qui suppose, à tort (d'un point de vue historique et théorique), que les partis qui ne sont pas politiquement libéraux sont anti-démocratiques. Ce n'est plus le cas. Le vrai défi auquel la démocratie libérale est confrontée aujourd'hui, c'est la montée de l'intolérance démocratique. Pour sauver la démocratie, il faut se préparer à lutter sur deux fronts : contre les populistes, mais aussi contre les libéraux qui méprisent la démocratie.

¹ Ghita Ionescu et Ernest Gellner (éds.), *Populism : its meaning and national character* (London, 1969, 1)

² illiberalism en anglais (NdIT).

³ Ralf Dahrendorf, " Acht Anmerkungen zum Populismus ", *Transit* 25 (2003), pp. 156–163.

First published in Critique & Humanism 23 (2007) (English version)
© Ivan Krastev
© Eurozine